



Le Venezuela dénonce l'action de « groupes violents » » Encore un scénario de déstabilisation... ?

Par [Página 12](#)

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Mondialisation.ca, 16 février 2014

pagina12.com

Le Président Maduro a remarqué que ceux qui ont attaqué le siège du Ministère public de la République cherchaient à prendre par assaut le palais présidentiel de Miraflores. Le ministre des affaires étrangères a confirmé un mandat d'arrestation contre le dirigeant de l'opposition Leopoldo López.

Le président du Venezuela, Nicolás Maduro, a déclaré que des actes violents se poursuivent, après une journée tendue au cours de laquelle le gouvernement et l'opposition ont échangé des accusations quant aux responsabilités éventuelles des troubles qui ont fait mercredi trois morts et au moins 66 blessés et ont donné lieu à 70 arrestations. « *Nous sommes entrain de recevoir les rapports sur la situation du pays, des groupes violents qui continuent encore à être actifs* », a déclaré Maduro lors d'une réunion de cabinet transmise par la chaîne nationale de radio et de télévision. « *Il y a des groupes obstinés, encore aujourd'hui, à cette heure, par exemple ici, dans la municipalité Chacao* », a-t-il ajouté, et il a demandé au maire de ce district de Caracas, Ramón Muchacho, de mettre en action ses forces de sécurité et de compter avec le gouvernement national. De son côté, l'alliance multipartisane antichaviste la *Mesa de la Unidad Democrática* (MUD) a demandé la libération des gens arrêtés pendant les événements de mercredi et le désarmement de supposés groupes armés illégaux, au moment il a exigé qu'ils révoquent les signalements contre des dirigeants d'opposition. Le ministre des affaires étrangères, Elías Jaua a confirmé l'existence d'un mandat d'arrêt contre le chef de l'opposition, Leopoldo López.

Maduro souligné que les éléments violents qui ont attaqué le siège du Ministère public de la République cherchaient à prendre d'assaut le palais présidentiel Miraflores et a souligné : « *C'est le même scénario que le 11 avril* », pour ce jour de 2002 où un coup d'État a fait tomber le gouvernement pour moins de 48 heures du président de l'époque Hugo Chávez.

D'autre part, le président a annoncé pour aujourd'hui une marche « pour la paix et contre le fascisme ». « *Est convoquée une grande marche de toutes les forces sociales et politiques de la révolution bolivarienne, et je me joins à la convocation, samedi tout le peuple de Caracas, nous allons faire une marche contre le fascisme, contre la violence, contre le putschisme* », a-t-il annoncé.

De nombreuses figures de la majorité présidentielle ont rendu responsables des incidents deux des principaux dirigeants de la MUD - qui ressemble 29 partis d'opposition - : López, le leader du parti *Voluntad Popular* (VP), et la députée indépendante Marie Corina Machado.

López et Machado ont adopté au cours des dernières semaines une attitude plus radicale au

sein de la MUD, avec des appels réitérés pour que les citoyens descendent dans la rue afin de provoquer le départ anticipé du gouvernement. Le premier vice-président de l'Assemblée Nationale, le chaviste Darío Vivas, a fait savoir que la *Commission de Politique Intérieure* enquêtera sur Machado et deux autres parlementaires de la majorité ont annoncé qu'ils demanderont la levée de son immunité parlementaire.

« La liberté pour les détenus est le premier pas pour la paix au Venezuela », a déclaré le secrétaire exécutif de la MUD, Ramón Guillermo Aveledo, lors d'une conférence de presse où il a souligné que l'alliance d'opposition exige aussi le désarmement des soi-disant collectifs, des groupes chavistes accusés de porter des armes. De plus, la MUD a demandé la fin des accusations sans preuve contre les dirigeants politiques et sociaux et elle a notamment repoussé les signalements « sans fondement » contre López et les menaces contre la députée Machado de la part des fonctionnaires de l'administration centrale.

Le ministre de l'Intérieur et la Justice, le général Miguel Rodríguez Torres, a affirmé que les actions de violence n'avaient pas été spontanées, mais conspiratrices, et qu'elles cherchaient à générer une guerre civile. En fait, sont impliqués dans ces actions conspiratrices le maire de *Los Hatos* municipalité de Caracas, David Smolansky ; les dirigeants estudiantins Gaby Arellano et Vilca Fernández ; l'ex-président colombien Alvaro Uribe et l'ex-fonctionnaire étasunien Otto Reich. Le diplomate à la retraite, Fernando Gerbasi et le vice-amiral à la retraite Iván Carratú sont l'objet d'un mandat d'arrêt, accusés d'avoir su auparavant que des troubles allaient se produire ce mercredi.

Jaua a affirmé que l'appareil de propagande s'est uni pour attaquer le Venezuela et il a assuré que les médias internationaux essayent de déformer les faits de violence pour accuser le gouvernement. « *De nouveau le peuple vénézuélien affronte un assaut fasciste* », a dit Jaua. « *Pas même tout l'appareil de propagande du monde, uni comme une seule force, pour attaquer le Venezuela, mené par les principales chaînes des médias internationaux, ne pourra mettre en échec la volonté de paix du pays* », a-t-il ajouté.

De la même manière, il a déclaré que le canal colombien NTN24 a quitté ce mercredi la télévision par câble [pour transmettre en hertzien] sur décision de l'État, parce qu'il essayait de transmettre la peur du coup d'Etat dans le pays. « *Malgré les tentatives supposées des médias internationaux, pour changer la réalité du pays, le peuple a la capacité de pouvoir lire entre des lignes, et à l'inverse de ce que les groupes de médias soulignent sur les peuples qui sont dans une lutte victorieuse par la révolution et par le socialisme* », a-t-il souligné ensuite.

Bien que la situation se soit calmée de façon notable depuis mercredi, hier des centaines d'étudiants se sont rassemblés sur une place de Caracas en demandant pour qu'on libère les personnes arrêtées après les incidents du 12 février et que justice soit faite pour les auteurs de la mort de trois jeunes. « *La lutte continue tandis que les étudiants existent, tandis que les camarades qui sont arrêtés en divers endroits du pays, existent* », a indiqué le dirigeant étudiant Carlos Vargas.

Article original en espagnol: [Maduro denunció la acción de "grupos violentos" Página 12](#). Buenos Aires, le 15 février 2014.

Traduit de l'espagnol pour [El Correo](#) par : Estelle et Carlos Debiasi

[El Correo](#). Paris, 15 de febrero de 2014.



Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité – Pas d’Utilisation Commerciale – Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basée sur une œuvre de www.elcorreo.eu.org.

La source originale de cet article est pagina12.com

Copyright © [Página 12](http://pagina12.com), pagina12.com, 2014

Articles Par : [Página 12](http://pagina12.com)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca